

Et nos vues -- évidemment partagées par d'autres -- ont encore une fois prévalu. Chaque mesure prise par la communauté internationale pour convaincre Saddam Hussein de se retirer du Koweït a été prise sous l'autorité explicite et claire du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En novembre, alors que l'espoir de paix commençait à s'estomper, j'ai rencontré les présidents Ozal et Moubarak, le roi Hussein et le premier ministre Shamir pour obtenir leur point de vue. Sur la base de ces discussions, le Premier ministre a fait parvenir une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar, à la veille de son départ pour sa dernière mission à Bagdad. Une mission qui devait échouer. Cette lettre contenait les éléments de base d'un plan de paix qui nous semblait viable : le retrait complet des troupes iraqiennes; un processus pour régler pacifiquement les différends qui opposent l'Iraq et le Koweït; une garantie de non-agression de la part de toutes les parties concernées; et un engagement d'examiner les autres problèmes qui affligent le Moyen-Orient. M. Perez de Cuellar a présenté à Bagdad une proposition qui ressemblait de très près à celle du Premier ministre. Cette proposition a été rejetée par Saddam Hussein. C'était une autre porte fermée, une autre possibilité rejetée. Mais Saddam doit se dire aujourd'hui qu'il aurait bien dû choisir une approche différente.

Le Canada a déployé des efforts considérables, tout comme les autres pays. Le monde a vraiment donné une chance à la paix, mais Saddam Hussein l'a forcé à entrer en guerre.

Le 16 janvier, après une longue pause pour la paix, le Canada et 28 autres membres des Nations Unies ont entrepris de réaliser par la force ce qui ne pouvait être accompli par la diplomatie.

Nous, les Canadiens, sommes un peuple pacifique qui ne va pas en guerre de bon coeur. Pour certains pays, la guerre est un passe-temps national, une préoccupation permanente. Pour nous, elle n'est ni une préférence, ni une pratique, ni un principe.

Laissez-moi préciser ce qui n'était pas l'objet de cette guerre.

Ce n'était pas le pétrole. Certes, le pétrole a joué un rôle dans les calculs sans scrupule faits par l'Iraq avant d'attaquer le Koweït. L'agression de Saddam Hussein a eu des répercussions sur le prix du pétrole qui ont été très graves pour les pays qui dépendent du cours du disponible. De plus, personne ne pouvait être rassuré en voyant Saddam Hussein utiliser 40 % du pétrole mondial comme moyen de pression. Le pétrole est donc un facteur, mais non un principe. Le Canada n'a pas risqué la vie de ses soldats pour épargner quelques cents le litre d'essence.